

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 21 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMITRED OUEST D'ARMOR (UIOM DE PLUZUNET)

Usine d'Incinération
Site de Quelven
22140 PLUZUNET

Références : PPC 2022/DRC/DO
Code AIOT : 0005500338

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2022 dans l'établissement SMITRED OUEST D'ARMOR (UIOM DE PLUZUNET) implanté Site de Quelven 22140 PLUZUNET. L'inspection a été annoncée le 17/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMITRED OUEST D'ARMOR (UIOM DE PLUZUNET)
- Site de Quelven 22140 PLUZUNET
- Code AIOT : 0005500338
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site exploité par le SMITRED sur la commune de Pluzunet exploite des installations d'incinération, un banaliseuse de DASRI, un centre de tri réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 octobre 2016.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Equipements sous pression
- Directive IED (directive relative aux émissions industrielles)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Qualité de la mesure de rejet	Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article 3.2.1.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Equipement sous pression	AP de Mesures d'Urgence du 28/08/2020, article 4	/	Sans objet
2	Mesure en continu du mercure	Autre du 08/12/2020, article Mtd 4	/	Sans objet
4	Compteur NOC et OTNOC	Arrêté ministériel du 12/01/2021, article 3.5.1.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est en ordre de marche pour respecter les prescriptions de la directive IED sur les incinérateurs qui lui sera opposable le 4 décembre 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Equipement sous pression

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 28/08/2020, article 4
Thème(s) : Autre, Expertise des équipements sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En vertu de l'article L.557-56 du Code de l'Environnement, l'exploitant fait procéder, à ses frais, à une expertise exhaustive, par un organisme indépendant, des équipements sous pression (récipients, tuyauteries, accessoires de sécurité et accessoires sous pression), soumis ou non à l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé, des installations présentes dans le local GTA ainsi que du générateur de vapeur LEROUX et LOTZ n° 3169, y compris toute tuyauterie et tout accessoire de sécurité associé susceptible d'avoir été impacté par l'évènement. Par ailleurs, un calibrage de la sonde de température a été réalisé par le prestataire mais non rentré dans le logiciel récupérant les mesures. Il est demandé à l'exploitant d'expliquer la raison de ce qualibrage.</p> <p>L'objectif de cette expertise est de vérifier et de confirmer la conformité technique et réglementaire (y compris pour les équipements non soumis au suivi en service en application de l'arrêté du 20 novembre 2017) des équipements précités dont un inventaire exhaustif sera réalisé et de statuer sur l'état des équipements sous pression, suite à l'incendie du 26 août 2020.</p> <p>L'expertise devra être réalisée par un organisme habilité dans le domaine des équipements sous pression. Tout essai, contrôle ou note de calcul complémentaire nécessaire aux vérifications sera réalisé.</p> <p>Le rapport d'expertise présentera le résultat des vérifications susvisées.</p> <p>La conclusion du rapport d'expertise présentera :</p> <ul style="list-style-type: none">• les éventuelles non conformités techniques et réglementaires identifiées par l'expert ;• le cas échéant, les actions correctives voire réparations ou remplacements d'équipements jugés nécessaires ;• les contrôles réglementaires (inspection périodique ou requalification périodique), y compris anticipés, jugés nécessaires pour s'assurer du niveau de sécurité de l'équipement préalablement à sa remise en service. <p>Constats : L'exploitant a transmis le rapport réalisé par un organisme habilité répondant à la demande de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence. Ce document a été transmis à l'inspection en décembre 2020. Cette expertise a notamment consisté en la réalisation d'une inspection périodique répondant aux exigences de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 pour les équipements concernés et non compris dans le local du groupe turbo alternateur (GTA). Pour mémoire, les tuyauteries passant par ce local avaient été dévoyées temporairement du fait de l'inaccessibilité temporaire à ce local. Une préconisation concernant la procédure d'arrêt d'urgence en mode sans turboalternateur a été préconisée par l'expert. L'exploitant a précisé par message du 24 décembre 2020 que cette procédure était bien en place et donc que les préconisations de l'expert avaient été suivies. Une deuxième phase d'expertise a été conduite par l'expert une fois le local GTA devenu accessible le 28 mai 2021. L'expert indique en conclusion un résultat satisfaisant pour les 3 équipements concernés. La remise en route du GTA a été réalisé en janvier 2022. Ces éléments concernant la deuxième phase ont été présentés à la demande de l'inspection lors de la présente inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mesure en continu du mercure

Référence réglementaire : Autre du 08/12/2020, article Mtd 4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure en continu du mercure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Extrait du dossier de réexamen MTD 4 : Plan d'action 2021 à 2023 a/ Mise en place d'un analyseur de mercure en mesure continu. (...)
Constats : L'exploitant a indiqué que l'analyseur mercure en continu n'était pas encore installé. Du retard a été pris suite à des difficultés d'approvisionnement. La disponibilité de la pièce manquante est prévue pour avril 2023. L'exploitant a indiqué avoir démarré les étapes préalables (câblage notamment) nécessaires pour l'installation de cette instrumentation. L'obligation de la mesure en continue du mercure entrera en vigueur au 4 décembre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Qualité de la mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, qualité de la mesure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de calibrage des capteurs de rejets atmosphérique. Ce calibrage a été réalisé du 02/03/2021 au 04/03/2021. L'examen en salle de contrôle a mis en évidence que les nouvelles valeurs de calibrage (droites de calibrage) n'étaient pas à jour dans le logiciel. Les informations enregistrées dataient du précédent contrôle réalisé le 21/06/2018. Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour les données de calibrage de son instrumentation et d'effectuer une analyse suite à cette modification sur les valeurs de mesures passées afin d'identifier si des éventuels dépassement de VLE ont eu lieu durant cette période qui n'auraient pas été mis en évidence avec la précédente calibration. L'exploitant informera l'inspection des résultats de cette analyse sous 15 jours.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Compteur NOC et OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 08/12/2020, article 3.5.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Compteur NOC et OTNOC
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 3.5. Conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) 3.5.1. Plan de gestion des OTNOC L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique. Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.
Constats : L'exploitant a indiqué être en période de calibrage pour la définition informatique des phases MOC et OTNOC. En salle de commande, l'inspectrice a pu constater que le logiciel permettant de comptabiliser ces différentes phases était installé et comptabilisait ces phases. Cette prescription entrera en vigueur le 4 décembre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet